

## LA UNE

### Familles 2017

L'UNAF a commencé à rencontrer les équipes de campagne pour porter la voix des familles, partager ses constats, avancer ses propositions, donner son avis sur certains projets. Elle fait état de sa démarche et des ressources chiffrées dont elle dispose. L'UNAF recommande aux candidats des mesures qu'elle a listées autour de 10 grandes propositions. **Site dédié :** [www.familles2017.fr](http://www.familles2017.fr)

## ELECTION PRESIDENTIELLE

### « Il est venu le temps des collectivités à taille humaine »

L'Association des petites villes de France (APVF) a présenté à la presse le 14 mars un manifeste dans lequel elle plaide pour un rééquilibrage de l'action publique entre les métropoles et "les collectivités à taille humaine". [En savoir plus](#). En lien : [le Manifeste](#).

### La voix de la ruralité

Ce sont « les états *généreux* de la ruralité » ! 31 associations en lien avec les territoires ruraux, dont Familles Rurales, ont uni leurs voix pour défendre les intérêts de la ruralité auprès des candidats à l'élection présidentielle. Dans leur manifeste présenté le 13 mars 2017, elles demandent au futur président de la République une loi d'orientation et de programmation avec des financements stables sur dix ans, une agence nationale de revitalisation rurale (à l'image de l'ANRU) et un agenda rural européen. [Consulter le manifeste](#).

### 100 jours pour entreprendre

Il y a 5 ans exactement "100 jours pour entreprendre", tout juste créé, s'invitait dans la campagne Présidentielle 2012 pour mettre l'accent sur deux enjeux majeurs : les jeunes et l'emploi. En quelques semaines, des milliers de jeunes ont pu déclarer être intéressés par la création d'entreprise et prouver qu'il est toujours possible de développer en France une culture de la réussite et de l'espoir. Aujourd'hui, c'est fort de 40 start-ups lauréates, 600 porteurs de projet et 450 000 votes que "100 jours pour entreprendre" souhaite porter la voix des jeunes entrepreneurs auprès du Président de la République élu en 2017. Un [questionnaire en ligne](#) sur Facebook permet de les interroger et leur voix sera portée auprès du prochain Président de la République.

## EGALITE ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES



### La force de l'égalité

Il existe de réelles marges de progression en matière d'égalité de rémunération entre hommes et femmes. La députée (PS) des Yvelines, Françoise Descamps-Crosnier, vient de remettre au Premier ministre son rapport "[La force de l'égalité - Les inégalités de rémunération et de parcours professionnels entre femmes et hommes dans la fonction publique](#)". Elle y dresse un état des lieux avec des préconisations qu'elle espère, enfin, versées aux débats pour l'élection présidentielle.

Les départements, les régions, ainsi que les communes et les établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre de plus de 20.000 habitants "sont dans l'obligation de présenter, préalablement aux débats sur le projet de budget, un rapport sur la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes". Dans une [circulaire du 28 février](#), qu'il a mise en ligne le 7 mars, soit la veille de la journée internationale des droits des femmes, le gouvernement entend rappeler leur devoir aux collectivités et intercommunalités concernées.

## LOGEMENT



### Familles monoparentales et victimes de violence

L'[instruction du 8 mars 2017](#) adressée aux Préfets concerne les situations des victimes de violence et des familles monoparentales dans les dispositifs d'accès au logement. Elle vise à leur permettre un accès « en priorité et en urgence » à un logement social et sensibilise les partenaires de la réforme de la politique intercommunale des attributions à la prise en compte de cette catégorie de demandeurs.

### Le logement, c'est l'affaire de toutes et tous.

Faire valoir mon droit à un logement. Comment faire ma demande ? Les données DALO détaillées par département. Ma commune remplit-elle ses obligations en matière de logement social ? Où se trouve l'écoquartier le plus proche de chez moi ? Je rénove mon logement pour plus de confort et moins de charges. Pour mon projet de construction ou d'extension, consulter les règlements d'urbanisme qui s'appliquent sur ma parcelle ou ma commune. Les loyers, dans les grandes villes, quartier par quartier. Je veux vérifier que mon loyer est conforme à la loi. Je souhaite bénéficier d'une garantie locative...

[Un portail](#), lancé par le gouvernement, ouvre toutes les données pour mieux s'informer et pouvoir agir dans le champ du logement et de l'habitat durable.

Le ministère du Logement vient de rendre publics les indicateurs de l'hébergement des personnes sans domicile sur [le portail Transparence](#). Pour [en savoir plus](#).

Les résultats de l'étude de testing de la fédération TEPP du CNRS [Les discriminations dans l'accès au logement à Paris : expérience contrôlée](#), font état d'une situation alarmante à l'encontre des personnes perçues comme « maghrébines ».

## **HLM**

La question du maintien dans les lieux des locataires HLM qui dépassent les plafonds de ressources n'est pas nouvelle. Elle a même beaucoup de succès en période électorale. Le récent rapport de la Cour des comptes recommandant de mieux cibler les publics modestes et défavorisés dans le parc social en a rajouté, incitant le délégué général de l'Union sociale pour l'habitat à réagir. De part et d'autre, c'est une question de principe : on parle de 9.000 locataires qui paient un surloyer dans un parc HLM qui compte 4,8 millions de logements. Pour [en savoir plus](#).

## **Performance énergétique**

Un [décret du 9 mars 2017](#) précise les obligations de performance énergétique dans la définition du logement décent. Il intègre la performance énergétique aux critères de décence du logement, qui conditionnent notamment la possibilité de versement des aides au logement par les CAF. Pour être reconnu décent, le logement doit être "protégé contre les infiltrations d'air parasites" et il doit permettre une aération suffisante.

## **Oktave**

La Région Grand Est, dans la continuité des actions déjà engagées pour développer la rénovation énergétique des logements privés, développe [Oktave](#), un service d'accompagnement des propriétaires dans leur projet de rénovation énergétique. Le service Oktave s'appuie localement sur un réseau de plateformes locales de rénovation énergétique, déployées à l'échelle de plusieurs intercommunalités

Expérimenté sur le territoire alsacien et en cours de déploiement sur toute la région, ce service propose une offre d'accompagnement et de financement des propriétaires. L'accompagnement apporté au propriétaire consiste en une mission d'assistance dans la définition des travaux à réaliser et la mise en relation avec des professionnels formés et référencés. Oktave constitue un guichet unique de la rénovation énergétique puisque les conseillers Oktave réalisent un plan de financement personnalisé et optimise les aides financières et les avantages fiscaux disponibles pour chaque propriétaire.

Enfin la Région étudie la mise en place d'une offre de prêt permettant de financer les travaux de rénovation des particuliers en prenant en compte les économies d'énergie générées par les travaux.

## **BUDGET DES FAMILLES**

### **Surendettement**

Un [décret du 8 mars 2017](#) fixe à 30 jours le délai pendant lequel le créancier peut s'opposer à la proposition de plan conventionnel de redressement élaborée par la commission de surendettement. Entrée en vigueur : 1er janvier 2018.

### **Recouvrement des pensions alimentaires**

Depuis janvier 2017 l'Agence de Recouvrement des Impayés de Pensions Alimentaires (ARIPA) facilite les démarches de recouvrement des impayés de pension alimentaire. Le dispositif vient renforcer l'ASF (allocation de soutien familial), la prestation pour les familles monoparentales isolées. L'agence est un service national placé auprès de la CNAF et concerne les prestataires dépendant aussi bien de la CAF que de la MSA. Pour l'information et les démarches, des plateformes téléphoniques et internet sont en place : [www.pension-alimentaire.caf.fr](http://www.pension-alimentaire.caf.fr)



## ETAT-CIVIL

### Naissance

Par le [décret du 2 mars 2017](#), le délai de déclaration de naissance est porté de 3 à 5 jours.

### Mariage

Par le [décret du 1er mars 2017](#) relatif à la délégation des fonctions d'officier de l'état civil exercées par le maire et au lieu de célébration des mariages, celui-ci peut notamment déléguer plus largement les fonctions qu'il exerce en tant qu'officier de l'état civil.

## FORMATION

### Permis de conduire

Un [décret du 2 mars 2017](#) rend éligibles au compte personnel de formation les préparations à l'épreuve théorique du code de la route et à l'épreuve pratique du permis de conduire, ceci à partir du 15 mars 2017, considérant que le permis de conduire contribue à la réalisation d'un projet professionnel ou favorise la sécurisation du parcours professionnel du titulaire du compte.

## ECONOMIE

### Soyez les acteurs de la réussite du Grand Est

La Région Grand Est a lancé **Be EST**, une démarche unique et innovante de concertation via une plateforme interactive, pour partager et recueillir les visions et les idées de l'ensemble des acteurs qui font l'économie sur le territoire. Donnez votre avis sur cette ambition à partager : faire de la région Grand Est un territoire innovant au service de l'emploi, s'appuyant sur ses atouts géographiques, ses entreprises et leurs savoir-faire, son industrie, ses jeunes et leurs compétences... Contacts : [contact.be-est@alsacechampagneardennelorraine.eu](mailto:contact.be-est@alsacechampagneardennelorraine.eu)

### Numérique

Le CESER Grand Est a ouvert, du 1er mars au 24 mars 2017, un [forum en ligne](#) sur la thématique du lien social à l'ère numérique. Deux espaces de réflexions: Comment vivre ensemble dans une société connectée ? Entre espace numérique et lieu physique, comment s'organisent les nouveaux lieux de rencontre ? Les participants peuvent également poser des questions, que les membres du CESER relaieront auprès de leurs propres groupes de travail, dans le but de les exposer aux acteurs et décideurs du Grand Est.

Par cette initiative, le CESER Grand Est expérimente une forme d'usage de l'e-démocratie, dans un contexte marqué par des pratiques de plus en plus intensives des outils numériques. Pour la seconde Assemblée Régionale composée des socioprofessionnels du Grand Est, il s'agit de toucher le grand public et de permettre au plus grand nombre de participer et de s'exprimer. Un temps de restitution et d'analyse des réflexions aura lieu lors d'un atelier-débat à Strasbourg le 28 mars, Plus d'informations sur le site du [CESER Grand Est](#).

## L'ADIRA et quelques autres...

Sur la cinquantaine d'agences départementales de développement économique qui existaient avant la loi Notre, une trentaine ont été maintenues. Elles se sont adaptées à la loi pour se cantonner à ce qu'il reste de compétence économique des départements : solidarités territoriales, ingénierie, l'attractivité, le numérique...

Cependant, dans une instruction récemment publiée, le ministre Jean-Michel Baylet appelle les préfets à y regarder de plus près et à exercer leur contrôle de légalité. Dans son viseur notamment : les agences alsacienne Adira et Moselle Attractivité. La situation est en effet compliquée dans le Grand Est où l'on ne voit pas d'organisation portée par la Région elle-même. En plus de l'Adira, on compte trois agences régionales : ID Champagne-Ardenne, l'agence d'attractivité d'Alsace 3A et le centre de ressources de Lorrain. Pour [en savoir plus](#).

## Economie sociale et solidaire

Avec 700.000 départs à la retraite d'ici à 2025, l'économie sociale et solidaire va recruter dans les prochaines années, en particulier dans le secteur social et médico-social. Pour cela, ses entreprises vont devoir s'attaquer à des défis importants : visibilité et attractivité des parcours professionnels, qualité de vie au travail, diversification des activités et des ressources financières, impact du numérique... L'Udes a fait le point le 9 mars 2017 sur ces enjeux et signé une convention de partenariat avec Pôle emploi. Pour [en savoir plus](#).

### Observatoire de la vie associative

Les associations dans leur diversité sont aujourd'hui des vecteurs incontournables de solidarité, d'expression citoyenne et d'innovation sociale. La Ville de Strasbourg et la Maison des Associations de Strasbourg ont lancé une grande enquête auprès de toutes les associations de la ville. Elles les invitent à y participer en remplissant un questionnaire en ligne via le lien suivant : [Enquête Observatoire de la Vie Associative](#). Cette enquête contribuera à la construction d'une photographie précise de la vie associative strasbourgeoise.

## Un accord-cadre pour les centres sociaux

Depuis fin 2016, outre le soutien attribué dans le cadre de l'agrément de structures, les CAF attribuent une aide spécifique au démarrage de centres sociaux dans des quartiers de la politique de la ville qui n'en disposent pas encore. Un accord-cadre destiné à encourager l'action des centres sociaux en faveur du développement social local a été signé par la ministre des Familles, le président de la Caisse nationale des allocations familiales (Cnaf) en novembre dernier, puis le 14 mars 2017 par le ministre de la Ville, de la Jeunesse et des Sports, par le secrétariat d'Etat en charge de la Lutte contre l'exclusion, la Caisse nationale d'assurance vieillesse (Cnav), la Caisse centrale de mutualité sociale agricole (CCMSA), l'Assemblée des communautés de France (AdCF) et l'Association des maires ruraux de France (AMRF).

Ils soulignent le rôle des centres sociaux dans les domaines de l'éducation, du soutien à la parentalité, de l'insertion sociale, de la prévention précoce et dans le soutien aux initiatives citoyennes et la dynamisation d'une démocratie de proximité (renforcement du pouvoir d'agir des habitants). Ils s'engagent à promouvoir « le recours à des conventions pluriannuelles et pluri-partenariales les plus cohérentes possible avec la durée de l'agrément centre social (4 ans) délivré par les caisses d'allocations familiales ».

## LUTTE CONTRE LE RACISME



### Semaine d'éducation et d'actions contre le racisme

Du 18 au 26 mars, la semaine d'éducation et d'actions contre le racisme est l'occasion de donner une impulsion nationale forte aux actions éducatives de prévention du racisme et de l'antisémitisme, de défense et de promotion des droits de l'Homme et des principes fondamentaux de la République. [Voir le site et le répertoire des actions.](#)

## HANDICAP

### Semaine nationale des personnes handicapées physiques

A l'occasion de la semaine nationale des personnes handicapées physiques, l'[Association des Paralysés de France \(APF\)](#) organise une opération de collecte de fonds, du 13 au 19 mars 2017, dans toute la France. Ces fonds permettront à l'APF de mener à bien des projets et actions de proximité afin de créer du lien social pour les personnes en situation de handicap.

#### Allocation Adulte Handicapé

Depuis un décret du 1<sup>er</sup> février 2017, entré en vigueur rétroactivement au 1<sup>er</sup> janvier 2017, l'AAH pourra être attribuée, dans certaines situations, pour une durée maximale de 20 ans (au lieu de 10 auparavant) pour les bénéficiaires ayant un taux d'incapacité permanente supérieur ou égal à 80 %. La mesure vise à réduire le nombre de démarches à effectuer par les usagers et leur permettre d'accéder donc plus facilement à leurs droits.

Les bénéficiaires de l'AAH, dont le taux d'incapacité est supérieur ou égal à 80%, n'ont plus l'obligation de faire valoir leurs droits à l'allocation de solidarité aux personnes âgées (ASPA) pour conserver leur prestation d'AAH au-delà de l'âge légal de départ à la retraite. Auparavant, ils basculaient vers l'ASPA, percevant, le cas échéant, un différentiel pour éviter une diminution de leurs ressources. En restant bénéficiaires de l'AAH, ils n'auront désormais plus à entreprendre cette démarche parfois fastidieuse.

## EDUCATION

### Semaine de la presse et des médias dans l'école

Chaque année, au printemps, plus de 200 000 enseignants de tous niveaux et de toutes disciplines participent à la Semaine de la presse et des médias dans l'école. Elle a pour but d'aider les élèves, de la maternelle aux classes préparatoires, à comprendre le système des médias, à former leur jugement critique, à développer leur goût pour l'actualité et à forger leur identité de citoyen. Elle a lieu cette année **du 20 au 25 mars 2017, sur le thème : D'où vient l'info ?**

Le CLEMI publie [un dossier pédagogique](#). Vous pouvez également consulter [quelques exemples d'activités faites en classe](#)



## Prochaine rentrée

Najat Vallaud Belkacem, ministre de l'Education nationale, vient d'adresser aux recteurs sa circulaire pour la rentrée prochaine, laquelle pourrait cependant être amendée dès juin par le prochain gouvernement.

Une certitude : le nombre d'écoliers sera en baisse et ceux des collégiens et lycéens en hausse. Avec sans doute des conséquences, à court et moyen termes, sur des ouvertures et fermetures de classes, voire d'établissements... Pour [en savoir plus](#).

## TRANSPORTS

### SNCF

Les engagements de SNCF Mobilités sur les ventes de billets à « petits prix » – quelle réalité, quelle définition, quelle évolution ? Le [rapport de Marie-Anne Bacot et Mireille Viora](#), publié par le Conseil général de l'environnement et du développement durable (CGEDD) le 14 mars 2017, fait le point.

## SANTE



### Pacte Territoire Santé : les actions concrètes en Grand Est pour lutter contre les déserts médicaux ([sur le site de l'ARS](#))

Bon à savoir : Marisol Touraine a annoncé, le 10 mars, un nouveau renforcement des moyens dédiés à la lutte contre les déserts médicaux. Il s'agit d'une révision à la hausse des critères de détermination des territoires pouvant bénéficier de ces zones. Selon le communiqué de la ministre, "cette nouvelle méthode permet de définir plus précisément les besoins de la population par territoire et de réduire les inégalités d'accès aux soins sur du long terme". Elle devrait avoir pour conséquence que "la population couverte par ce dispositif va plus que doubler". Pour [en savoir plus](#).

### Conseils territoriaux de santé

Les premières séances plénières des Conseils Territoriaux de Santé (CTS) auront lieu du 15 au 23 mars prochain sur les cinq territoires de démocratie sanitaire déterminés en région Grand Est. [Communiqué de presse de l'ARS](#). Pour [en savoir plus](#) sur les Conseils territoriaux de santé dans la région.

### Semaine de la santé mentale

Dans le cadre de la [Semaine d'Information sur la Santé Mentale \(SISM\) 2017](#), de nombreuses initiatives ont lieu dans la région. Ainsi le colloque « Santé mentale et travail » dans le Haut-Rhin ([Colloque 16 et 17 mars 2017 au Campus Fonderie à Mulhouse](#))

## La recherche médicale

L'Inserm et la Nef des sciences proposent au public alsacien, du 1<sup>er</sup> au 31 mars 2017, une programmation originale, inventive, ludique, avec des rencontres autour de la santé et de la recherche médicale. A l'heure où les sources d'informations (plus ou moins fiables !) sur la santé et la médecine se multiplient, à l'heure où la fréquentation du web sur ces sujets est en hausse – phénomène reflétant le besoin de chacun d'en savoir plus – *À votre santé !* permet de dépasser les idées reçues et de poser toutes les questions, en toute simplicité, aux spécialistes scientifiques. [Tout le programme ici.](#)

## CONSOMMATION



### Commerce et consommation

Un rapport du Conseil général de l'environnement et du développement durable (CGEED) sur le thème du commerce et de la ville durable a été remis à Emmanuelle Cosse le 9 mars. Il propose une politique ambitieuse de rénovation des périphéries urbaines. La ministre du Logement et de l'Habitat durable a annoncé à cette occasion quelques mesures dont la **création d'observatoires régionaux** et la création d'un réseau baptisé "Commerce, ville et territoire", sur le modèle du club PLUi. Celui-ci réunira les acteurs de l'aménagement, du commerce et de la ville au sein de groupes de travail articulés autour de plusieurs thématiques : l'évolution des modes de consommation et son impact sur les territoires en termes d'urbanisme et d'aménagement à partir du 17 avril prochain ; la "façon dont l'implantation et le traitement de l'aménagement commercial peuvent participer à rendre la ville plus durable" à l'échelle d'un bâtiment, d'un quartier, d'une ville ou d'un territoire, en septembre 2017 ; et enfin la gouvernance locale à mettre en place afin de répondre aux attentes des habitants et des consommateurs. Pour [en savoir plus.](#)

### Acheter responsable

Acheter responsable, c'est prendre en considération des critères tels que l'impact environnemental, la dimension sociale ou éthique, en plus du coût et de la qualité.

Le site portail pour l'achat responsable dans le Grand Est, c'est ici <http://www.acheter-responsable-grandest.com/>

### Collectivités

Selon un rapport du gouvernement, 1.191 collectivités territoriales et groupements détenaient, en 2014, des emprunts toxiques pour 8,6 milliards d'euros. Le fonds de soutien de 3 milliards d'euros permet à une grande majorité de ces structures de sortir la tête de l'eau. Pour [en savoir plus.](#)



Le printemps, c'est maintenant !

A très bientôt pour une nouvelle édition.